

Des compensations retardées irritent les personnes affectées - Oil in Uganda

Mercredi 25 décembre 2019

Les personnes affectées par le projet d'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est (EACOP) ont exprimé leur désarroi devant le retard du versement des compensations pour les troubles causés, au cours de(s) audience(s) publique(s) qui se tenaient à l'espace de jeux de Kasana, dans la division administrative de Kitenga du district de Mubende. L'audience publique a rassemblé des personnes venant des districts de Mubende, de Gomba et de Sembabule.

Le porte-parole du conseil du district de Mubende, Museveni William Ndooli, qui est lui aussi affecté par l'oléoduc et son tracé, a expliqué que *« depuis l'évaluation réalisée dans cette région, cela fait maintenant près d'un an que nous n'avons reçu aucun paiement. Nous ne savons pas quand nous allons être payés. Cela a eu des répercussions sur nos programmes de développement, puisqu'il nous est maintenant impossible de décider quoi faire de la portion de terre qui a été démarquée en vue de la construction de l'oléoduc. »*

Il indique également que *« nous avons reçu l'instruction de ne pas interférer avec ces terres démarquées, et pourtant nous ne sommes même pas dédommagés. Je voulais utiliser l'argent que j'étais censé retirer de mes portions de terre démarquées pour d'autres développements, ou utiliser ces terres à d'autres fins, et tout cela m'est impossible. Je pensais que la compensation serait rapide, pour me permettre de basculer mes cultures autre part, mais ils ne m'ont pas encore payé et je ne sais même pas quand ils le feront »*, se demande Museveni Ndooli.

Katongole Joseph, une autre personne concernée par ce projet, a déclaré que *« l'un des responsables de l'EACOP qui visitait le terrain après l'évaluation m'a vu en train de creuser des trous pour faire une plantation de bananes, et il m'a ordonné d'arrêter d'utiliser cette portion de terre parce qu'elle était réservée à l'oléoduc. Cela fait maintenant près d'un an, cette terre est en jachère parce que je ne peux plus rien y planter, et je n'ai pas reçu de compensation financière. Ces gens devraient nous dire clairement la période à laquelle ils nous verseront notre compensation »*, conseille-t-il.

Maxim Marchenko, le directeur du projet EACOP, a expliqué que les personnes concernées devaient attendre encore un peu qu'ils étudient attentivement les rapports du responsable de la fixation du prix des terres, et qu'ils commenceraient ensuite à faire l'acquisition des terres. Lorsque cette étape sera terminée, les procédures de compensation seront enclenchées.

Peter Lokeris, qui était alors ministre d'État au Développement minéral, a appelé les personnes concernées à la patience, car le projet ne peut pas démarrer avant qu'elles ne soient toutes dédommagées.

Le directeur exécutif de l'Autorité pétrolière ougandaise (Petroleum Authority of Uganda), Ernest Rubondo, a expliqué que *« l'entreprise qui évalue le tracé de l'oléoduc a testé les sols, pour vérifier s'ils pouvaient supporter les infrastructures proposées par le projet d'oléoduc. Les plans sont maintenant achevés, de même que les tests techniques des sols. À présent, nous évaluons les répercussions environnementales et sociales du projet. Lorsque la NEMA recevra ces commentaires et complètera la procédure de l'ESIA, elle déclarera officiellement la fin de la procédure, et il ne restera plus qu'à attendre la décision finale d'investissement et le lancement éventuel de la construction de l'oléoduc »*.

La proposition du projet EACOP comprend la mise en place d'un oléoduc souterrain de 1 443 kilomètres de long, d'Hoima (Ouganda) à Tanga (Tanzanie). Cet oléoduc traversera 10 districts ougandais : Hoima, Kikuube, Sembabule, Kyankwanzi, Gomba, Rakai, Lwengo, Kakumiro, Mubende et Kyotera.